

## **Timor-Oriental : tensions et renouveau au sein de la société civile**

Thushara Dibley<sup>1</sup>

**Les violences au lendemain du référendum pour l'indépendance en 1999 et lors de la crise de 2006 ont été suivies, dans les deux cas, par un afflux de l'aide internationale au Timor-Oriental. Cette combinaison de facteurs s'est traduite, paradoxalement, par une marginalisation et une mise en concurrence des acteurs sociaux locaux, mais aussi par un renouveau au sein de la société civile, propice à la consolidation de la paix entre communautés.**

La combinaison de conflits et d'octroi d'aides extérieures a souvent été la source de problèmes pour la société civile locale. D'une période de violence et d'instabilité ont découlé des relations tendues entre les organisations; et de l'octroi d'aide a résulté une situation de dépendance vis-à-vis des donateurs. Le Timor-Oriental d'après l'indépendance n'a pas fait exception à cette règle. De nombreuses ONG et militants locaux ont ainsi été marginalisés au lendemain du référendum de 1999 en faveur de l'indépendance.

Cela étant, le cas du Timor-Oriental illustre aussi un autre phénomène: conflits et aide extérieure peuvent également créer un processus de renouveau au sein de la société civile. En 2006, un conflit politique mal géré a entraîné une explosion de violence. Celle-ci a affecté profondément le pays et a engendré un nouvel

---

1. Chercheuse au département d'études d'Asie du Sud-Est à l'Université de Sydney (Australie), spécialiste des relations entre organisations locales et internationales dans les processus de paix à Aceh et au Timor-Leste.

afflux d'aides. Ces événements, aussi déstabilisants qu'ils aient pu être, ont toutefois fait émerger une génération de jeunes militants qui s'est forgé une expérience en se mobilisant autour de la résolution de ce conflit.

La plupart des ONG locales du Timor-Oriental ont vu le jour, à la fin des années 1990, durant les dernières années de l'occupation indonésienne, lorsque l'espace politique dévolu à la société civile s'élargissait en raison du mouvement de démocratisation initié par le départ de Suharto. Les militants à l'origine de ces ONG avaient, pour la plupart, participé à la campagne d'indépendance alors qu'ils étaient étudiants, que ce soit au Timor-Oriental ou en Indonésie. Des organisations, telles que le Forum de communication des femmes du Timor-Oriental (Fokupers) et la Fondation pour la loi, les droits et la justice (Perkumpulun Hak) ont pris forme dans un contexte extrêmement répressif. Leurs membres ont donc évolué dans un contexte incertain, pratiquement sans moyens et au prix de gros risques personnels.

### **Référendum de 1999 et indépendance**

---

Suite au référendum et à la vague de violence qui suivit, une administration transitoire menée par les Nations unies – l'UN-TAET – a été établie. L'ONU, flanquée de centaines d'ONG internationales, a ainsi participé aux efforts de reconstruction et à la mise sur pied d'un nouvel État timorais. L'impact de cette intervention internationale, aussi soudaine que massive, fut considérable sur la société civile. Les ONG locales qui, jusque-là, jouaient un rôle central dans l'aide aux personnes déplacées sur le territoire et dans la distribution de nourriture en zone rurale ont été écartées, du moins dans un premier temps, des réunions de coordination et des processus décisionnels. De nombreux militants se sont retrouvés marginalisés au moment même où ils pensaient légitimement pouvoir prendre part et orienter le processus de reconstruction de leur pays, nouvellement indépendant.

Au fil du temps, les acteurs internationaux ont mis au point des programmes ciblant spécifiquement les organisations issues de la société civile locale. Le financement octroyé aux ONG locales, par le biais de ces programmes, a eu deux conséquences. D'une part, le caractère attractif de cette manne a entraîné le développement d'organisations de la société civile n'ayant d'autre objet que de plaire aux donateurs. D'autre part, les ONG mieux établies ont constaté

que les formalités administratives, liées à la gestion des fonds de donateurs, ont accaparé une part croissante de leur temps, détournant ainsi de précieuses ressources de l'essence même de leurs projets. Autre schéma courant qui émergea : la formation d'ONG locales, mais revêtant un caractère hybride, car fondées et/ou dirigées par des étrangers. Ba Futuru (« Pour l'avenir »), par exemple, est une ONG axée sur la résolution des conflits et la consolidation de la paix, créée par un bénévole états-unien, au même titre que la troupe de théâtre Bibi Bulak (« Chèvre folle »).

À ce stade, de nombreux militants est-timorais ont eu le sentiment que l'arrivée des agences étrangères avait pour effet de déresponsabiliser les organisations de la société civile locale. Ces dernières se sont éloignées de leurs objectifs premiers, se sont retrouvées sur une voie de garage et n'ont subitement plus eu d'autre choix que de se faire concurrence pour obtenir des fonds. Dans certains cas, les relations qu'elles entretenaient avec les collectivités locales ont été sapées par leurs homologues internationaux, bien mieux dotés. Ainsi, avant le référendum de 1999, la distribution de vivres aux démunis était gérée par une ONG locale, Caritas Dili. Celle-ci utilisait ses liens avec l'Église catholique pour identifier et aider les familles dans le besoin. Après le référendum, le Programme alimentaire mondial et Caritas Australie ont pris le relais, sans même associer Caritas Dili à leurs activités. L'Église a continué à transmettre les demandes d'aide alimentaire à Caritas Dili, mais celle-ci, marginalisée, n'était plus en mesure d'y répondre.

En dépit de ce constat, les ONG locales se sont multipliées de façon exponentielle entre 1999 et 2006. Beaucoup d'activistes ont acquis les compétences nécessaires pour travailler avec les donateurs, et leurs organisations se sont forgé des réputations d'excellence dans certains domaines. Fokupers, par exemple, a pu asseoir sa position d'organisation de premier plan dans la défense des droits des femmes. Par ailleurs, la création du Forum des ONG du Timor-Oriental (Fongtil), organe représentatif des ONG locales, a contribué à combler le fossé entre les acteurs locaux et les agences internationales, notamment en organisant des réunions pour permettre aux ONG locales de débattre de l'évolution politique, en faisant écho de ces discussions par la publication de communiqués de presse et en créant un système d'enregistrement pour les ONG locales et internationales.

Parmi les dirigeants d'ONG locales, on compte des anciens militants ayant participé à la campagne en faveur de l'indépendance. Joao Pequinho, par exemple, a été incarcéré pendant l'occupation indonésienne pour ses vues indépendantistes. Plus tard, il a fondé le Forum Tau Matan (FTM, « Observer avec soin »), une ONG de défense des droits de l'homme axée sur la justice des mineurs. De même, José Luís de Oliveira, l'un des pères de la Fondation Hak, a été politiquement actif en Indonésie pendant ses études. D'autres anciens défenseurs de la cause indépendantiste ont rejoint des ONG internationales ou les Nations unies. Toutefois, un schéma récurrent a montré que les dirigeants et le personnel est-timorais, travaillant dans ces ONG, étaient issus de la génération active dans les années ayant précédé l'indépendance. Ils étaient alors de jeunes universitaires ou de jeunes diplômés de l'école secondaire. Certains avaient participé aux manifestations, mais, dans de nombreux cas, étaient trop jeunes pour y avoir joué un rôle actif.

### **La « crise » de 2006**

Le conflit de 2006 a eu un impact considérable sur les dynamiques sociales. La « crise », comme il est de coutume de l'appeler, a puisé ses origines dans un conflit mal géré au sein des forces armées du Timor-Oriental (Forças Armadas de Libertação Nacional de Timor Leste, puis Forças de Defesa de Timor Leste, F-FDTL). En 2006, des soldats originaires de la partie occidentale du Timor-Oriental ont quitté leur caserne pour protester contre les discriminations dont ils s'estimaient victimes<sup>2</sup>. Suite à cela, le commandant des armées, Taur Matan Ruak, les limogea. En réaction, ils organisèrent un vaste mouvement de protestation, qui sombra dans la violence et s'étendit rapidement aux communautés de la capitale, Dili, selon une ligne de fracture Est/Ouest.

Plusieurs centaines de milliers de personnes « de l'Est » ont ainsi été expulsées de leur logement et déplacées dans des camps à Dili ou en dehors de la ville. De nombreux représentants des forces de la police nationale du Timor-Oriental (PNTL) ont témoigné leur solidarité avec les soldats limogés, ce qui engendra de vives tensions

---

2. Cette distinction entre « est » et « ouest » au Timor-Oriental est devenue un enjeu majeur de la crise de 2006. Elle fait référence à la rupture géographique entre les personnes originaires des provinces situées à l'est de Dili, traditionnellement considérées comme plutôt indépendantistes, et celles de Dili et des provinces occidentales, jugées plus généralement enclines à soutenir l'intégration à l'Indonésie.

entre la police et les soldats toujours en poste. Ce conflit a atteint son apogée en mai 2006, lorsque neuf policiers ont été abattus par des officiers des F-FDTL alors qu'ils venaient de se rendre. Cette instabilité s'est poursuivie jusqu'en février 2008, lorsqu'Alfreido Reinado, un déserteur de la police militaire, a tenté d'assassiner le président Jose Ramor Horta, avant d'être tué. Cet événement a précipité la fin du conflit. Au cours des dix-huit mois qui ont suivi, les personnes déplacées sont rentrées chez elles et la vie a repris progressivement son cours.

Le gouvernement a géré cette crise avec l'appui des Nations unies et des ONG internationales, se concentrant principalement sur l'aide aux personnes déplacées. Initialement, les décisions ont été prises, comme en 1999, sans consulter ni impliquer les organisations issues de la société civile locale. Toutefois, la présence de plusieurs témoins des événements de 1999 a contribué à changer les choses graduellement. Ils ont en effet mis en place des mécanismes en vue d'assurer la participation des militants locaux au processus.

Ainsi, le coordinateur de Concern Worldwide et un membre d'Oxfam ont collaboré avec Fongtil, afin de créer un groupe de travail appelé Equipa Hari'i Dame (groupe de travail pour la consolidation de la paix). Celui-ci rassemblait plusieurs sous-groupes dont les responsabilités recoupaient celles de leurs homologues internationaux, comme la distribution de nourriture dans les camps de personnes déplacées, la protection de l'enfance ou encore le monitoring et la gestion des conflits au sein des communautés.

Les membres de ce groupe de travail étaient pour la plupart de jeunes collaborateurs et des volontaires d'ONG locales, dont beaucoup avaient dû fermer leurs portes au lendemain du conflit. Contrairement aux violences de 1999, perpétrées par des milices soutenues par l'armée indonésienne, les actes de violence de 2006 étaient le fait d'Est-Timorais visant leurs semblables. Des voisins s'en prirent les uns aux autres, ce qui engendra un profond malaise et une grande instabilité au sein des communautés. Le conflit était en outre éminemment politique, la police et l'armée étant soutenues par des politiciens de partis rivaux.

Sans surprise, le climat de suspicion et les importantes tensions politiques ont rejailli sur la société civile locale, créant des clivages et des fractures entre des militants qui, jusque-là, travaillaient main dans la main. Par ailleurs, de nombreux militants et membres d'ONG

ont été directement touchés par la violence, et parfois empêchés de se rendre sur leur lieu de travail. Toutes ces personnes, dont les organisations avaient dû fermer et qui avaient à cœur d'agir face à la crise, s'engagèrent alors au sein de l'Equipa Hari'i Dame.

Ce groupe de travail a introduit de nouvelles idées au sein de la société civile locale pour tenter de résoudre les conflits et de consolider la paix. Une fois la phase aiguë de la crise de 2006 passée, les membres de l'Equipa ont davantage concentré leur attention sur le soutien aux quartiers et aux villages qui avaient été le théâtre de violences. Concern Worldwide et Oxfam ont, pour ce faire, confié à Action Asia, une organisation transnationale spécialisée dans la consolidation de la paix, la mission de former les membres du groupe de travail. Par la suite, les personnes formées ont relayé ce programme auprès des membres des communautés villageoises du Timor-Oriental, sous la supervision de l'équipe d'Action Asia.

Pour beaucoup de jeunes membres de l'Equipa Hari'i Dame, cette expérience a été riche d'enseignements, car elle a offert de nouvelles perspectives sur le conflit minant leur propre société, ainsi que des compétences et connaissances à ramener au sein de leurs organisations. L'une de ces formatrices, appelée Isabelle pour les circonstances, était membre d'une ONG baptisée Espada, qui dut fermer provisoirement ses portes en 2006. Elle travailla alors dans les camps de personnes déplacées et rejoignit l'Equipa Hari'i Dame. Elle participa au programme de formation et grâce aux compétences acquises, elle obtint des fonds publics pour qu'Espada puisse lancer un grand projet de consolidation de la paix, qu'elle géra et mis en œuvre elle-même. D'autres projets de formation, notamment tournés vers les jeunes, ont aussi été mis sur pied : des séances de discussions et d'informations, des camps ont été organisés afin de fournir aux jeunes gens issus des différentes communautés, des compétences et des outils pour leur permettre de répondre aux conflits auxquels ils étaient confrontés.

Ces expériences personnelles illustrent comment la crise de 2006 a contribué à un processus de renouveau au sein de la société civile. Ces programmes de formation à la consolidation de la paix et à la résolution des conflits ont mis en avant des stratégies et des approches allant au-delà des modes de résistance conventionnels pratiqués par les anciennes générations de militants. Certains reprochent à ces programmes de n'avoir pas suffisamment mis l'accent sur les moyens d'influencer les changements structurels

et de ne pas répondre aux problèmes sous-jacents de pauvreté et d'inégalité. En attendant, dans un pays comme le Timor-Oriental, longtemps en proie aux conflits et à l'instabilité, les aptitudes au leadership et les stratégies de résolution des conflits, développées par ces jeunes, pourraient conduire à une gestion moins violente des divergences d'opinions.

Traduction de l'anglais : Françoise Leclercq et Nancy Matis

